

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
15 décembre au 27 décembre

Le chiffre du mois

Le taux directeur de la Bank Al-Maghrib (BAM) demeure inchangé à 3%. Après trois hausses consécutives entre septembre 2022 et mars 2023 (+ 150 pb au total), la banque centrale maintient son taux à 3% depuis, niveau historiquement bas, négatif en termes réels et particulièrement faible comparé aux pays de la région.

3%

En dépit d'un désajustement de taux conséquent par rapport aux Etats-Unis (taux directeur à 5,25-5,5%) et la zone euro (4,25%), le dirham se maintient (et s'est même légèrement apprécié cet été) par rapport aux deux devises composant son panier d'ancrage (USD et EUR), bénéficiant de la reprise de l'activité touristique, de transferts robustes de la diaspora et de l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers.

La décision de la BAM s'inscrit dans un contexte de fléchissement des tensions inflationnistes : 3,6% en novembre en glissement annuel soit le taux le plus bas depuis janvier 2022 ; 6,1% en moyenne annuelle pour 2023. En outre, la banque centrale a révisé à la baisse son estimation de croissance 2023 à 2,7% (contre 2,9% en septembre dernier). En dépit de ce contexte difficile, la consolidation des finances publiques se poursuit selon la BAM : prévisions de déficit public à 4,8% du PIB en 2023, 4,5% en 2024 (contre 4% en loi de finances) et 3,9% en 2025.

Activités macroéconomiques & financières

Les transferts de la diaspora vers le Maroc devraient dépasser la barre historique des 12 Mds USD en 2023

Selon le rapport de la Banque mondiale *"Leveraging Diaspora Finances for Private Capital Mobilization"* publié en décembre, les transferts financiers de la diaspora vers le Maroc devraient atteindre 12,1 Mds USD en 2023, soit une hausse de +8,6% par rapport à 2022. Ces transferts ont joué un rôle contracyclique majeur pour atténuer les effets des différents chocs subis par l'économie marocaine (COVID, pressions inflationnistes, sécheresses, séisme). Ils représentent aujourd'hui près du double de leur niveau pré-COVID (6,9 Mds USD en moyenne sur 2010-2019).

Au sein de la région Afrique du Nord – Moyen-Orient, le Maroc est le deuxième bénéficiaire de ces transferts derrière l'Égypte (24,2 Mds USD en 2023), devant le Liban (6,4 Mds USD) et la Jordanie (4,7 Mds USD). Le Maroc occupe également la deuxième place en Afrique après le Nigéria (20,5 Mds USD).

Réprésentant 8,3% du PIB marocain en 2023, les transferts de la diaspora sont – aux côtés des recettes touristiques et des flux d'investissements étrangers – les sources principales d'entrées de devises au Maroc, garantes des équilibres extérieurs du pays et de la stabilité de la monnaie nationale.

Annnonce d'un projet de loi pour réguler les crypto-actifs

Lors de la réunion trimestrielle du Conseil de Bank Al-Maghrib, le gouverneur, Abdellatif Jouahri, a déclaré qu'un projet de loi pour réguler les crypto-actifs était en cours de préparation. Selon M. Jouahri, *«l'objectif principal de cette législation est d'aligner les réglementations marocaines sur les standards internationaux concernant les crypto-actifs, selon une approche rigoureuse, afin de protéger les investisseurs et garantir la stabilité du système financier»*. Alors que les activités liées aux échanges de monnaies électroniques sont pour le moment interdites, les ressortissants marocains sont parmi les premiers détenteurs de cryptomonnaies sur le continent : 1,15 M de ressortissants marocains possédaient des actifs virtuels en 2022 selon le think-tank Policy Center for New South.

Industries, énergie, agriculture

Industrie : Nexans signe un accord avec le gouvernement marocain pour la construction d'une troisième usine de câbles à horizon 2026

Nexans, le ministère de l'Industrie et du commerce, le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable, le ministère de l'Investissement, l'ONEE et l'AMDIE ont signé deux accords portant sur un projet d'investissement de 100 MEUR au total à horizon 2026, en vue de l'implantation au Maroc d'une troisième usine de câbles de moyenne tension.

Nexans est déjà présent au Maroc avec deux usines à Casablanca et à Mohammedia. Par ailleurs, Nexans et TAQA Morocco (premier producteur privé d'électricité au Maroc; capitaux émiratis) ont annoncé mi-décembre la signature d'un mémorandum d'entente pour la fourniture d'énergie de source renouvelable nécessaire à la consommation électrique des sites de Nexans au Maroc et à la décarbonation de ses activités industrielles. Ce partenariat entre Nexans et TAQA Morocco s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie bas carbone du Maroc qui vise notamment à développer les énergies renouvelables et à décarboner l'industrie.

Aéronautique : Royal Air Maroc et Afriquia ont lancé le premier vol au départ de l'Afrique neutre en carbone

Le vol a été opéré le 9 décembre entre Casablanca et Dakar. Le Dreamliner, qui avait à son bord 302 passagers, a utilisé près de 9 tonnes de carburant durable d'aviation, soit 40% de la quantité nécessaire à la réalisation de la liaison. En parallèle, les émissions de CO2 du carburant classique seront compensées par Royal Air Maroc, dans le cadre du programme de compensation volontaire carbone mené par la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement.

La RAM vise une neutralité carbone d'ici 2050 et a un objectif d'incorporation de 10% de *Sustainable Aviation Fuels* (SAF) dès 2030. Les SAF sont des carburants alternatifs destinés à l'aviation, produits à partir de différentes ressources totalement ou en partie renouvelables, telles que la biomasse, les algues, les déchets agricoles ou alimentaires ou encore l'hydrogène. Ils sont conçus pour être mélangés aux carburants fossiles utilisés dans l'aviation, sans modification de la motorisation. De nouvelles technologies sont en cours de développement, notamment les carburants d'aviation synthétiques durables, fabriqués à partir d'hydrogène et de carbone capturé dans l'atmosphère.

Energie : le Suédois S2H2+Bm, spécialisé dans la production d'énergie et d'hydrogène vert, annonce l'installation d'une usine de production d'hydrogène vert au Maroc en 2025

Le site, qui devrait être implanté au Sud du Maroc, vise à produire 500 000 tonnes d'hydrogène vert par an, à partir de panneaux solaires et de biomasse, selon un procédé novateur. Cette technique permettrait de réduire les emprises foncières, la consommation d'eau et améliorerait la production de biomasse. L'objectif du producteur scandinave est de construire au Maroc la plus grande usine de ce type au monde. L'énergéticien prévoit, dans une première phase, d'installer des panneaux photovoltaïques d'une capacité de 15 MW qui alimenteront une usine d'hydrogène de 3,1 MW, avant d'augmenter progressivement la production. S2H2+Bm annonce en outre un coût de production inférieur à 2 dollars/kg (coût inférieur à 20 dollars/MWh). La société scandinave indique avoir déjà déposé des demandes de brevet pour ses solutions de montage de panneaux, avec des prototypes opérationnels, et annonce l'installation imminente de deux démonstrateurs photovoltaïques en Suède.

Bailleurs internationaux

Reconstruction post-séisme : l'Union européenne octroie au Maroc un appui budgétaire de 177 MEUR

La Commission européenne a acté, le 21 décembre, l'octroi de 177 M€ en soutien au programme de reconstruction post-séisme défini par les autorités marocaines pour 2024-2028. Il s'agit d'un appui budgétaire décomposé en trois objectifs spécifiques : (i) soutenir les populations touchées par le séisme (*cash transfers*) ; (ii) contribuer au redémarrage des services publics (en premier lieu, santé et éducation) via la réhabilitation des infrastructures d'accueil ; (iii) contribuer à la relance économique des zones touchées.

Pour rappel, dès fin septembre, les autorités marocaines avaient annoncé la mise en œuvre d'un programme de reconstruction et de développement de 120 Mds MAD (11 Mds EUR) composé de deux volets : (i) 22 Mds MAD (2 Mds EUR) consacrés à l'aide d'urgence et à la reconstruction au sein duquel s'inscrit l'appui budgétaire européen ; (ii) 98 Mds MAD (9 Mds EUR) consacrés au développement et au désenclavement des provinces touchées.

En outre, dans un effort conjoint entre l'UE et la Banque européenne d'investissement, cette dernière s'est engagée à prêter 1 Md EUR sur cinq ans avec la garantie de l'UE. Les modalités exactes de ce soutien sont encore en cours de définition.

Secteurs sociaux : la Banque mondiale accorde 300 MUSD pour l'enseignement supérieur et 500 MUSD pour la protection sociale.

Le prêt de 300 MUSD vise à appuyer la mise en œuvre du Plan national d'accélération de la transformation de l'écosystème de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation (PACTE-ESRI 2030). En cohérence avec les objectifs du Nouveau modèle de développement, le programme priorise la problématique d'inadéquation entre la formation et la demande sur le marché du travail, frein structurel et bien identifié à l'insertion des jeunes (taux de chômage de 19,8% pour les jeunes diplômés et 38% pour les jeunes tous niveaux de formation confondus).

Le prêt souverain de 500 MUSD vise à accompagner la mise en œuvre de l'Etat social promu par les autorités marocaines. Il s'agit de la seconde opération d'une série de trois financements (après 500 MUSD approuvés en juin 2022) et vise à appuyer : (i) la généralisation du régime d'assurance maladie obligatoire ; (ii) l'amélioration du ciblage du régime d'assistance médicale ; (iii) la création du programme d'allocations familiales ; (iv) ainsi que la résilience des infrastructures de santé face au changement climatique.

Pour rappel, avant même ces deux opérations, le groupe Banque mondiale était le premier bailleur international du Maroc selon le [rapport sur la dette publique de la LFI 2024](#) : 93 Mds MAD pour la BIRD (filiale du groupe Banque Mondiale) devant la Banque Africaine de développement (52 Mds), la France (38 Mds), la BEI (34 Mds) et l'Allemagne (24 Mds).

La Banque africaine de développement accorde 246 M€ pour le projet d'autoroute entre Guercif et Nador

Le conseil de la BAfD a octroyé un prêt de 246 M€ (200 M€ de la BAfD et 46 M€ du *Africa Growing Together Fund* [fonds co-financé par la Chine et la BAD]) afin de financer la construction d'une autoroute entre Guercif et Nador. Ce projet autoroutier s'inscrit dans un cadre plus large d'émergence d'un hub logistique dans la région de Nador au Nord-Est du Maroc (pendant méditerranéen oriental de Tanger Med, 1er port africain) : construction du port de Nador West (également financée par la BAfD), aménagement d'une zone d'activité industrielle du port (inscrit dans le programme 2024 de la BAfD) et connectivité du port au réseau ferroviaire. L'intervention de la BAfD, en lien avec la Banque Islamique de développement qui apporte également un concours de 200 M€, répond à son positionnement de long terme comme bailleur des grands projets d'infrastructure au Maroc.

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (10/23)	2,8 %	6,2 %	-	1,8 %	4,6 %	69 % (PIB base 2014)
FMI (10/23)	2,4 %	6,3 %	12 %	3,1 %	4,9 %	69,7 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (9/23)	2,9 %	6 %	-	2 %	5,1 %	-
Haut-Commissariat au Plan (10/23)	2,6 %	6,1 %	13,5 (T3)	-	4,8 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,1 %	3,8 %	-	2,5 %	4,1 %	69,7 % (PIB base 2014)
FMI	3,6 %	3,5 %	11,7 %	3,2 %	4,3 %	69,2 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib	3,2 %	2,6 %	-	2 %	4,9 %	-

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtrésor.gouv.fr